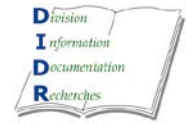


VIÊT NAM



Note

15 octobre 2014



## L'internement des drogués dans les centres de désintoxication

### **Avertissement**

*Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.*

*Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008)*

*[cf. [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes\\_directrices\\_europeennes.pdf](https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf)], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.*

*Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.*

*La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.*

## Introduction

En 2011, le gouvernement vietnamien avait enregistré 145 000 drogués. En 2012, il en dénombrait 172 000, dont 85% par injection intraveineuse d'héroïne<sup>1</sup>. Ce nombre est passé à 183 000 en juin 2014<sup>2</sup>.

A la fin de l'année 2012, 35 000 d'entre eux étaient détenus dans **121 centres de désintoxication** (à la dénomination très variée), où est pratiqué **le travail forcé, modèle dominant de traitement des drogués** au Viêt-Nam<sup>3</sup>.

## 1. Les dispositions légales

Outre les forces de police, la loi prévoit la participation des familles et des autorités administratives locales pour réaliser l'internement des personnes droguées. L'article 7 de la loi du 9 décembre 2000 sur la lutte et la prévention de la drogue dispose que les familles et les proches de personnes droguées ou impliquées dans des agissements liés à la consommation de drogues ont la responsabilité de dénoncer celles-ci à la police (art. 7). Les personnes droguées doivent aussi elles-mêmes se présenter à la police pour être désintoxiquées (art. 26). Les présidents des Comités populaires décident de **l'internement de personnes droguées dans des établissements de désintoxication** (art. 28)<sup>4</sup>.

Il s'agit donc d'une **mesure administrative**, et non d'une sanction judiciaire. En 2009, la durée de détention administrative autorisée a été fixée à quatre ans par l'Assemblée nationale, et toute sanction pénale pour usage de drogue a été supprimée. Après deux ans de détention, la personne détenue entre dans la phase de « post-réhabilitation », qui peut durer deux ans. La décision de placer une personne en « post-réhabilitation » est prise par le président du Comité populaire de district, sur avis du directeur du centre de désintoxication. La **durée légale de détention** est donc, en principe, de **quatre ans**<sup>5</sup>.

Les dispositions légales prises en 2009 (décret n°94/2009/ND-CP) prévoient que les personnes droguées détenues dans les centres de désintoxication doivent participer activement aux travaux qui leur sont assignés et **remplir les objectifs de production** en termes de quantité et de qualité (sec. 26, art. 34). Elles permettent aux directeurs des centres de prendre des **mesures coercitives pour imposer ces travaux** aux détenus et de sanctionner ceux qui ne remplissent pas les objectifs de production (sec. 43). L'Organisation internationale du travail (OIT) a adressé en 2012 une demande d'information sur ces dispositions au gouvernement vietnamien, qui ne lui pas répondu<sup>6</sup>.

---

<sup>1</sup> International Labor Rights Forum (ILRF), *Vietnam's forced labor centers*, Washington, janvier 2014, p. 1

<sup>2</sup> *Thanh Nien News* (média officiel vietnamien), "Over 400 drug addicts escape from rehabilitation center in northern Vietnam", 15/09/2014

<sup>3</sup> ILRF, *op. cit.*, p. 2

<sup>4</sup> République socialiste du Viêt Nam, Assemblée Nationale, *Law on drug prevention and fight*, Hanoi, 09/12/2000, Ministry of Justice, Legal normative documents

<sup>5</sup> Human Rights Watch (HRW), *The Rehab Archipelago*, 07/09/2011, p. 2, 12, 17 et 22

<sup>6</sup> Organisation internationale du travail (OIT), « Direct Request (CEACR) - adopted 2012, published 102nd ILC session (2013) Forced Labour Convention, 1930 (No. 29) - Viet Nam (Ratification: 2007), Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphe 1, et article 25 de la convention. Traite des personnes », 2013

## 2. Un internement sans traitement médical

**La plupart des personnes internées dans ces centres ont été arrêtées lors d'opérations policières.** Certaines sont directement emprisonnées, d'autres ont été relâchées par la police après une prise de sang, puis internées après une décision administrative fondée sur un test sanguin positif. Une minorité de ces détenus ont été envoyés par leur famille ou sont venus d'eux-mêmes dans ces centres. Certains sont mineurs. Quels que soient les formes de l'internement, involontaire ou volontaire, **il est interdit aux détenus de quitter les centres de désintoxication, sous peine d'être sévèrement maltraités** (coups de bâton ou de matraques électriques) **et internés dans des cellules d'isolement à régime strict** pendant plusieurs semaines, parfois menottés<sup>7</sup>.

**Aucune forme quelconque de traitement médical ou scientifique** dans ces centres de désintoxication fermés n'a été décrite tant par les anciens détenus interrogés par l'ONG *Human Rights Watch* (HRW) en 2010 (panel de 34 personnes ayant été détenues dans 14 centres différents dépendant de l'administration d'Ho Chi Minh Ville)<sup>8</sup>, que ceux interrogés par l'ONG *International Labor Rights Forum* (ILRF) en 2012 et 2013 (panel de 15 personnes ayant été détenues dans 8 centres différents dépendant de l'administration d'Hanoi et d'Haiphong). Le taux de rechute dans la drogue à la sortie de ces centres est donc d'environ 90%<sup>9</sup>.

## 3. Travaux forcés et punitions sévères

Les détenus de ces centres de désintoxication sont en réalité contraints de réaliser des **travaux forcés** très peu rémunérés. Ceux qui refusent sont frappés et internés en cellules d'isolement. Les travaux consistent à effectuer des **tâches d'usine répétitives**, comme décortiquer des fruits secs ou peindre des statuettes. Ces travaux sont effectués sans mesures de protection ni vêtements de sécurité, qui ne sont fournis que lors de tournées d'inspection ou de passage de visiteurs extérieurs. Ainsi, certains détenus sont victimes d'inhalations toxiques ou ont leurs mains gravement endommagées. Cependant, toute diminution de la cadence de production est punie par **des coups et des internements à l'isolement**. Certains détenus ont la fonction de « gardiens » de leurs codétenus, et sont contraints de surveiller et de frapper ceux-ci encore plus violemment que les véritables gardiens<sup>10</sup>.

Ces conditions de détention provoquent régulièrement des **évasions collectives** qui sont mentionnées dans les médias officiels vietnamiens<sup>11</sup>. En septembre 2014, ces derniers ont signalé l'évasion collective de 400 détenus d'un centre de désintoxication d'Haiphong. Selon ces médias, cette fuite a fait suite à une manifestation de parents et de proches protestant contre l'allongement de la durée de détention de deux à quatre ans. Ces médias restent muets sur les conditions de détention<sup>12</sup>.

---

<sup>7</sup> *Ibid.*; ILRF, *op. cit.*

<sup>8</sup> HRW, *op. cit.*

<sup>9</sup> ILRF, *op. cit.*

<sup>10</sup> *Ibid.*; HRW, *op. cit.*

<sup>11</sup> ILRF, *op. cit.*, p. 7

<sup>12</sup> *Thanh Nien News*, art. cit.; *British Broadcasting Company* (BBC), "Hundreds of Vietnam drug addicts escape rehabilitation", 15/09/2014

#### **4. Apparition d'un programme médicalisé**

En 2005, sous la pression des bailleurs de fonds internationaux, le gouvernement vietnamien a lancé un **programme médicalisé** pour le traitement des personnes droguées, consistant en l'échange de seringues et le traitement par la méthadone en milieu hospitalier. En 2012, des cliniques spécialisées pour ce programme fonctionnaient dans 20 provinces et avaient accueilli 12 000 patients<sup>13</sup>. Cependant, **ce programme ne se substitue pas à l'internement** en centre de désintoxication qui reste toujours possible pour une personne droguée.

---

<sup>13</sup> ILRF, *op. cit.*, p. 2

## Bibliographie

(sites web consultés en octobre 2014)

### Rapports

Human Rights Watch (HRW), *The Rehab Archipelago*, 07/09/2011, 121 p., <http://www.hrw.org/reports/2011/09/07/rehab-archipelago-0>

International Labor Rights Forum (ILRF), *Vietnam's forced labor centers*, Washington, janvier 2014, 19 p., <http://www.laborrights.org/publications/vietnams-forced-labor-centers>

### Médias

*Thanh Nien News* (média officiel vietnamien), "Over 400 drug addicts escape from rehabilitation center in northern Vietnam", 15/09/2014, <http://www.thanhniennews.com/society/over-400-drug-addicts-escape-from-rehabilitation-center-in-northern-vietnam-31137.html>

*British Broadcasting Company* (BBC), "Hundreds of Vietnam drug addicts escape rehabilitation", 15/09/2014, <http://www.bbc.com/news/world-asia-29201931>

### Texte législatif

République socialiste du Viêt Nam, Assemblée Nationale, *Law on drug prevention and fight*, Hanoi, 09/12/2000, Ministry of Justice, Legal normative documents, [http://moj.gov.vn/vbpq/en/Lists/Vn%20bn%20php%20lut/View\\_Detail.aspx?ItemID=38](http://moj.gov.vn/vbpq/en/Lists/Vn%20bn%20php%20lut/View_Detail.aspx?ItemID=38)

### Autre

Organisation internationale du travail (OIT), « Direct Request (CEACR) - adopted 2012, published 102nd ILC session (2013) Forced Labour Convention, 1930 (No. 29) - Viet Nam (Ratification: 2007), Article 1, paragraphe 1, article 2, paragraphe 1, et article 25 de la convention. Traite des personnes", 2013, [http://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:13100:0::NO::P13100\\_COMMENT\\_ID:3073472](http://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:13100:0::NO::P13100_COMMENT_ID:3073472)